

8 Société et Culture

Ici et ailleurs

•Littérature
Un Prix Nobel refusé des éditeurs

L'écrivain Claude Simon, prix Nobel de littérature en 1985, pourrait-il être publié aujourd'hui? Non! ont répondu en substance une vingtaine d'éditeurs qui ont refusé un texte d'un des maîtres du Nouveau Roman qu'un admirateur de l'écrivain français leur avait envoyé.

Pour en avoir le cœur net, Serge Volle, 70 ans, a envoyé à une vingtaine d'éditeurs une cinquantaine de pages du "Palace", un roman paru en 1962. Le résultat a été sans appel : 12 éditeurs ont dit non, 7 n'ont même pas répondu.

Serge Volle a raconté hier sur radio France Inter qu'un éditeur avait justifié son refus en expliquant que "les phrases (tirées de Palace) sont sans fin, faisant perdre totalement le fil au lecteur".

•Médias
Lourde amende pour une télévision

L'autorité polonaise de supervision de l'audiovisuel (KRRiT) a condamné une grande chaîne d'information, TVN24, à une amende de plus de 350.000 euros (environ 230 millions de francs CFA) pour sa couverture jugée biaisée des manifestations d'opposition de décembre 2016. TVN24, l'une des deux grandes chaînes d'information privées du pays, a rejeté cette accusation et annoncé qu'elle allait faire appel, selon une déclaration affichée hier sur son site internet. Le KRRiT (Conseil national de la radiodiffusion et de la télévision) reproche à TVN24 d'avoir notamment "omis d'informer les téléspectateurs que les manifestations des 16-18 décembre devant le Parlement étaient interdites et d'avoir appelé à y participer, alors que le rassemblement était déjà déclaré illégal", a précisé à l'AFP sa porte-parole Teresa Brykczynska.

•Théâtre
Déjà le Mantsina de Brazza

La 15e édition du festival Mantsina s'est ouverte lundi à Brazzaville (République du Congo), qui veut vivre jusqu'au 20 décembre à l'heure du "Théâtre partout et pour tous". Outre l'incontournable Institut français, moteur de l'activité culturelle dans les grandes villes d'Afrique francophone, le festival souhaite aussi aller à la rencontre du public dans les arrondissements populaires de la capitale congolaise.

Pour cette 15e édition, des créations de jeunes artistes africains (Congolais, Togolais...) vont côtoyer des textes des grands auteurs. Le travail de mémoire sera à l'ordre du jour avec une conférence sur la construction du chemin de fer Congo-Océan de Brazzaville à Pointe-Noire entre 1921 et 1934. Le "père" des grands reporters, Albert Londres, avait dénoncé dès la fin des années 20 dans un reportage le drame des Africains qui "mouraient en masse" pour la construction de ce train sur ordre de l'administration coloniale française.

Rassemblés par AJT

Les agents contractuels de l'AGP en grève de la faim

AEE
Libreville/Gabon

Les personnels contractuels de l'Agence gabonaise de presse ont entamé une grève de la faim depuis le 10 décembre dernier. Ils réclament dix mois d'impayés de salaires. Une grève jugée "inopportune" et "spontanée" par l'administrateur-directeur général provisoire, Fidel Biteghe, qui fait savoir qu'une procédure de paiement est en cours au Trésor public.

DEPUIS le 10 décembre dernier, les agents contractuels de l'Agence gabonaise de presse (AGP) ont entamé une grève de la faim, au sein de ladite structure, sise à Batterie IV, dans le 1er arrondissement de Libreville. Une grève consécutive au non-paiement de leurs salaires, depuis dix mois. La situation, selon le porte-parole du collectif, Roland Mba, est difficilement supportable. Il pense que le chef de l'État reste le seul espoir pour la décanter. En effet, selon ce dernier, ce sont plus d'une cin-



Le porte-parole du collectif des grévistes de la faim de l'AGP, Roland Mba.

quantaine d'agents qui sont confrontés à de multiples problèmes. « Beaucoup sont incapables aujourd'hui de régler leurs problèmes élémentaires, faute de moyens. On a parlé, crié, face à la situation de l'AGP qui sombre chaque jour un peu plus, mais rien n'est fait. Nous sommes découragés, désespérés (...). Nous n'avons donc eu pour seul recours que cette grève de la faim, pour susciter la bonne volonté des décideurs de ce pays, afin qu'ils prennent une décision définitive, pour en finir avec ce calvaire que traversent les agents de l'AGP, depuis bientôt 3 ans. Nous deman-



Les agents grévistes à l'intérieur de l'Agence, où ils ont installé leur piquet de grève.



Le siège de l'Agence gabonaise de presse à Libreville.

dans la réhabilitation de l'Agence. C'est l'image du Gabon et nous en appelons à l'humanisme du chef de l'État», a-t-il lancé.

Rencontré hier, à son bureau, l'administrateur-directeur provisoire de

l'AGP, Fidel Biteghe, s'est dit surpris par ce qu'il a appelé une « grève inopportune et spontanée. » Soulignant : « Ces agents n'ont adressé aucun préavis, et même le collège des délégués n'est pas informé

de cette grève. Si ces agents étaient au fait de l'information, ils devraient savoir que la procédure de paiement d'une partie des arriérés des salaires est actuellement en cours au Trésor public. Une somme de près de 122 millions devraient être disponibles d'ici quelques semaines pour payer d'abord, entre deux à trois mois de salaires. Le reste interviendra selon la planification. » Le président du collège des délégués, Eric Ulrich M'badibuck, joint au téléphone a, quant à lui, demandé à ses collègues qui mettent en danger leur vie, un peu de patience.

Choses vues

Actes de vandalisme à l'école pilote du Centre

Vianney MADZOU
Libreville / Gabon

Située dans une zone considérée comme l'une des mieux sécurisée de la ville, à quelques pas de la présidence de la République, de la Direction générale des recherches (DGR), de la Garde républicaine, du ministère de l'Éducation nationale..., cette école de renom est régulièrement visitée par des vandales, qui l'ont même transformée il y a quelques jours en toilettes publiques.

LUNDI dernier, personnel et élèves de l'école publique pilote du Centre, dans le 3e arrondissement de Libreville, ont eu droit à une surprise bien désagréable en arrivant sur les lieux. Les classes de 1re année, notamment A et B, étaient transformées en toilettes par des vandales en leur absence. Dans les deux classes, des excréments humains laissés par des intrus. « Avant, on retrouvait des portes ou des fenêtres cassées, mais aussi des tables-bancs. Mais depuis un moment, ce sont des matières fécales qu'on nous laisse dans les salles de classe », se désole une en-



Des élèves contraints de nettoyer des excréments laissés par des inconnus.

seignante, qui rappelle que la semaine dernière, les classes de 1re année B et 2e année B ont été souillées de la même manière. Cette situation a, comme il fallait s'y attendre, perturbé les cours dans les classes concernées en cette première journée de la semaine. Si les élèves de 1re année A ont pu faire cours après avoir procédé au nettoyage de leur salle, ceux de la B, où les dégâts étaient plus importants, ont, en revanche, perdu toute la journée de lundi. C'est seulement dans la matinée de mardi que leur classe a été appêtée par leurs aînés de la classe supérieure. Ces actes ignobles enregistrés à l'école pilote du Centre et dans bien d'autres établissements primaires

de la capitale ramène à la surface le problème de la sécurisation de nos structures scolaires. Dans cet établissement public, comme dans bon nombre d'autres du pays, on déplore l'absence d'au moins un gardien pour assurer la sécurité des installations, une fois la nuit tombée. Les serrures, qui sont régulièrement remplacées, ne constituent guère une solution devant la détermination des malfrats, qui ne se lassent pas de les casser et vont parfois jusqu'à démonter les portes des salles de classe. « Il faut, surtout, engager un gardien de nuit pour assurer la sécurité des lieux. Sinon, on aura consenti des dépenses pour rien », suggère un enseignant. Mais l'établissement en a-

til les moyens? Pas si évident. Certains enseignants proposent que cette question de la sécurisation des écoles publiques soit étudiée par le ministère. Et ce, pour tous les établissements publics du pays. Il va sans dire que si rien n'est fait, le mobilier des écoles continuera d'être à la merci des vandales. Par ailleurs, les souillures enregistrées ces derniers temps à l'école pilote du

Centre posent un véritable problème de santé publique. « Ce sont nos enfants qui nettoient souvent ces excréments. Ensuite, ils rejoignent les salles sans pour autant que ne soit entreprise une opération de désinfection, avec des produits appropriés. Cela pourrait les exposer à des maladies. Il faut donc urgemment trouver une solution à ce problème », lance, inquiet, un parent d'élève.



LYBEIK 2017